

Introduction

Malgré ses récriminations sur l'hostilité des médias, Israël a la cote en Europe. Non seulement les Israéliens sont très présents dans l'imaginaire occidental, mais les Occidentaux ont pris l'habitude de nous considérer comme une partie d'eux-mêmes, du moins tant que nous sommes ici, au Moyen-Orient, une sorte de dernière version de pieds-noirs.

Cette identification avec « nous » fonctionne mieux encore avec la culture de l'Holocauste, en offrant au nouvel Européen, dans le contexte de la « fin de l'Histoire », une meilleure version de sa propre identité face au passé colonial et au présent « postcolonial ». Inquiet devant la masse des immigrés musulmans légaux et illégaux, cet Européen a adopté le nouveau Juif comme un Autre rassurant, moderne, ami du progrès, sans barbe, sans papillotes, avec une femme qui ne porte pas de vêtements traditionnels et ne dissimule pas ses cheveux – heureusement, ces nouveaux Juifs n'ont rien en commun avec leurs grands-parents. Bref, cet Autre sympathique est assez similaire au Moi européen, toujours hostile à ceux qui ne lui ressemblent pas, qui ne s'habillent pas comme lui ou qui ne se conforment pas à ses valeurs. C'est ce que je montrerai au travers d'une analyse politique de la culture de l'Holocauste en Europe (chapitre 1), puis une étude de la méthode d'Israël pour gagner les cœurs et les esprits dans l'opinion publique

européenne, grâce à une utilisation particulière de vieux modes de pensée colonialistes (chapitre II).

Israël est comme ces périphéries de l'Europe, qui, suivant l'idéologie nationale, confèrent à leurs sujets le rôle de « dernier avant-poste » contre « la barbarie non européenne ». Dans l'imaginaire européen, le critère qui permet d'identifier les membres de la communauté occidentale est fondé depuis toujours sur le mur de séparation qui délimite la chrétienté occidentale blanche. Aujourd'hui, le cas le plus connu (et le moins imaginaire d'ailleurs) est l'opposition à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Même les arguments des « libéraux » pour accepter la Turquie s'appuient sur cette démarcation : « Il faut encourager l'islam modéré », « là-bas, le hidjab est interdit par la loi », etc. Dans cette géographie rêvée, où se situe Israël, où se situent les Juifs, après l'extermination des Juifs d'Europe ? (Auparavant, comme chacun sait, les Juifs ne faisaient pas partie de l'Occident, n'avaient jamais été acceptés par l'Occident, en dépit de la nostalgie à la mode pour les Juifs morts.) Israël partie de l'Occident : c'est une position éminemment politique. Mais c'est une illusion que de tracer un trait là où finit Israël et où commence le monde arabe. (Je traiterai de ce fantasme dans le chapitre IV, à propos de A.B. Yehoshua et de son désir de gommer sa « honte séfarade ».)

En Israël, quelque 60 % des Juifs ne sont pas des ashkénazes (Juifs d'origine européenne, occidentale). Faut-il en conclure que la majorité des Juifs en Israël ne sont pas des Occidentaux, que la frontière imaginaire doit être tracée entre les ashkénazes et les Juifs orientaux ? Ce serait une erreur, car il s'agirait alors d'une affaire de couleur, ou de lieu de naissance, d'accent, de cuisine, de traditions religieuses¹, selon un mode de pensée racial ou même raciste. Ce que je pense, c'est que la ligne entre Occident et non-Occi-

dent, entre Ouest et Est ne passe pas entre les Juifs et les Palestiniens, ni entre les Juifs ashkénazes et les Juifs orientaux, mais qu'elle traverse d'une façon très particulière le peuple juif – peuple ou nation. Nous autres, peuple ou groupe religieux, et même ceux d'entre nous qui venons d'Europe occidentale, n'avons jamais fait partie de l'Occident (chrétien), pas même après la nationalisation qu'a subie le peuple juif. Cette nationalisation n'a pas fait de nous des Occidentaux².

Pour faire une analyse de cette ambiguïté des Juifs, il faudrait que des historiens et des philosophes s'emploient à décrire en profondeur l'histoire de la vie des Juifs au cours des deux cents dernières années, depuis l'émancipation. Car même les critères utilisés par les Lumières occidentales pour faire la distinction entre le laïque et le religieux, principe de base des sociétés modernes, sont des critères étrangers à l'histoire des Juifs et ne lui sont pas applicables. Sans parler des lois sur le mariage édictées par l'État, lois non démocratiques, qui nous sont imposées à tous (les principales victimes étant les femmes), en faisant cyniquement porter la responsabilité sur les partis religieux, alors qu'elles ne font que servir les intérêts racistes de l'État pour éviter les « mariages mixtes » entre Juifs et non-Juifs (c'est-à-dire Arabes)³. Plutôt qu'un exemple aussi évident, prenons celui des lois traditionnelles concernant la nourriture : en Israël, 60 % des Juifs observent les règles de la cacherout, non seulement en ne mangeant pas de porc mais en respectant tous les autres interdits. Ils le font par choix et non sous une quelconque coercition religieuse. Autre exemple éloquent : 99,9 % des gens font circoncire leurs fils et le font comme le prescrit la loi juive, huit jours après la naissance. Pourtant, beaucoup d'entre nous se considèrent comme « laïques », ce qui ne tient pas si l'on se fie aux critères européens de la distinction entre laïques et religieux.

Même la séparation qui semble aller de soi et que les Juifs ont acceptée comme mode de vie en se soumettant à l'impératif européen (chrétien) d'être « un Juif à la maison, un être humain à l'extérieur⁴ » ne correspond pas à la diversité des histoires vécues par les Juifs. Toutes les tentatives de réunir l'ensemble de ces expériences dans le cadre de l'histoire de l'Occident se sont soldées par des échecs.

À travers nous, l'Europe aurait pu se laver de son passé colonial. Elle aurait pu apprendre à tolérer l'islam, objet du plus massif des refus de la laïcité occidentale comme mode de vie. La tragédie, c'est qu'il en est allé tout autrement. Pour des raisons que je détaillerai tout au long du livre, c'est à travers nous que l'Europe a renforcé sa haine de l'islam et des Arabes : notre État, présenté comme héritier des victimes de l'Holocauste (dont la plupart étaient « très différentes des Européens modernes » et dont on se moquait avec les mêmes mots que ceux que l'on emploie aujourd'hui pour dénigrer les musulmans traditionalistes), a ouvert la voie au retour du colonial.

Si l'on met de côté la croyance en une « éternité » de Sion, éternité que n'importe quel nationaliste confère à sa nation, si l'on fait abstraction de l'antique aspiration vers Sion, qui n'avait jamais disparu mais ne s'était jamais traduite en actes avant la victoire du sionisme et la nationalisation de la religion juive, si l'on oublie les prières pour la rédemption de Sion, récitées chaque jour par les Juifs religieux en Israël comme à Brooklyn, à Paris ou au Yémen, on accède alors à la pure logique de la tragédie : le sionisme pensait qu'il allait être possible de résoudre politiquement la question de l'exil des Juifs à l'intérieur de l'Europe – les Juifs comme « Orientaux au sein de l'Occident » – non pas simplement par un exode, ni en partant pour un ailleurs quelconque, mais en allant au plus profond du territoire colonial

de l'Europe, en Orient, pas pour en faire partie mais pour devenir «là-bas» les représentants de l'Occident. C'est ce qu'a exposé Herzl, de façon très directe, dans son livre-programme, *L'État juif*. Après avoir décrit sans concession la haine de l'Europe envers les Juifs après l'affaire Dreyfus – haine qu'il tient pour incurable –, il écrit : «Pour l'Europe, nous serons comme un rempart contre l'Asie, nous serons les défenseurs de la culture contre les sauvages. Nos relations avec les nations d'Europe garantiront notre existence en tant qu'État indépendant⁵.» C'est là une prophétie éclairante, même si la violence qu'elle annonce ne s'est pas exercée contre les seuls Palestiniens mais aussi contre les Juifs des pays arabes et musulmans amenés en Israël et contre les Juifs religieux «modernisés» de force pour en faire des «Juifs nouveaux». Bref, sur le front colonial, les opérations ont porté à l'intérieur comme à l'extérieur.

Pour la plupart des sionistes, surtout au sein de la gauche mais aussi parmi les sionistes religieux, la haine des Juifs était à mettre à la charge des victimes : les Juifs étaient des «parasites», «improductifs», «obscurantistes», «arriérés». En d'autres termes, ils n'étaient pas vraiment des êtres humains. Dans la vie traditionnelle des Juifs européens, il y avait quelque chose qui manquait – ce qui voulait dire qu'être normal, c'était ressembler aux Occidentaux. Les sionistes ne sont d'ailleurs pas les premiers à avoir capitulé devant l'injonction : «Modernisez-vous.» Celle-ci a commencé à opérer dès le XVIII^e siècle en Europe, chez les savants fondateurs des Lumières juives. Mais la contribution sioniste à la «normalisation» des Juifs (selon les critères occidentaux) a consisté à partir pour l'Orient. Les Juifs colonisés ont cherché à se libérer en devenant colonisateurs. Et ce qui ajoute encore au tragique, c'est que la distance prise avec l'Europe n'a pas résolu le «problème». Il

n'est pas un seul des schismes qui divisent la société israélienne qui ne puisse se lire comme un retour de ce refoulé.

La très grave tension entre ashkénazes et séfarades, qu'on observe au quotidien – dans les quartiers, les supermarchés, les cours d'école, les autobus, les hôpitaux – et dans beaucoup de scandales politiques, reflète cette tension coloniale non résolue. *Nous* étions censés *vous* moderniser, vous qui, pour votre rédemption, veniez (aviez été amenés) d'Afrique du Nord, du Yémen ou d'Irak. *Vous* n'étiez pas censés *nous* rappeler où nous vivons, c'est-à-dire au Moyen-Orient. «Vous avez brisé notre rêve» : telle pourrait être l'expression de la haine envers les Juifs orientaux en Israël (celle des Juifs orientaux envers les ashkénazes est bien connue). Mais cette tension ethnique n'est pas la seule : il y a aussi celle qui oppose les ultraorthodoxes au camp «laïque», parfois si violente qu'elle en arrive à employer le ton de l'antisémitisme traditionnel, pour des raisons qui sont presque les mêmes : «Vous [les *haredim*, les Juifs ultraorthodoxes], vous êtes des parasites arriérés, vous êtes ce que les antisémites disaient de nos pères.»

Tout ceci peut s'expliquer par une forme d'identification à un Occident imaginaire, qu'il s'agisse de l'Europe de l'Ouest ou de l'Amérique ou des deux. La culture juive moderne (laïque) est entièrement construite sur cet imaginaire. Même l'Holocauste, si l'on met de côté le rôle politique que l'État d'Israël lui assigne et la part qu'il a prise dans notre idéologie nationale depuis les années 1970, est présenté comme un «accident historique». En d'autres termes, l'Holocauste – de même que sa métonymie, Auschwitz, lointaine bourgade dans la terre des Slaves – n'appartient pas à l'Europe moderne, n'en est pas le point culminant. Dès lors, on voit comme il est facile de fondre le passé *unheimliche* de l'Europe avec le

mode israélien de voir ou ne pas voir l'Holocauste (je traiterai du contexte politique européen et de la culture de la Shoah dans le premier chapitre). À l'évidence, le déplacement de Hitler, l'évocation de « nouveaux Hitler » à Bagdad (fréquente en Israël dès avant la première attaque américaine sur l'Irak en 1991), ou à Téhéran de nos jours, ou même parmi les pauvres du ghetto de Gaza, sont d'autres symptômes de notre propre tragédie, de notre incapacité à historiciser notre vie, la *condition juive*. Je tenterai de décrire cette tension, qui est au centre de l'entreprise idéologique israélienne, dans les chapitres consacrés à Amos Oz et A.B. Yehoshua.

J'ai horreur de faire de ma biographie un argument politique. Cet artifice a été utilisé dans trop d'ouvrages peu sincères, avec le présupposé que la vie d'un homme peut servir d'exemple pour celle d'une nation (croyance naïve héritée du XIX^e siècle). Je dirai néanmoins que je suis né en Palestine, un mois avant que le pays devienne l'État d'Israël. Ma famille était sioniste : mon père et ma mère voyaient dans le sionisme leur rédemption et leur sécurité. Ils avaient quitté l'Europe à temps. Mon père était un Juif allemand, militant du SPD (parti socialiste allemand), qui travaillait dans une usine de sa ville. Au début de 1933, un membre de sa cellule lui a demandé de ne plus assister aux réunions, parce que ce n'était « pas convenable ». J'ai été élevé dans le mépris du chauvinisme et de toute forme de racisme, toujours comparé au racisme de l'Allemagne nazie. Ma mère, qui venait de Riga, avait fait partie du Bétar, mouvement sioniste de droite. Elle l'avait quitté avant ma naissance, mais son amour profondément sentimental pour « tous les Juifs, d'où qu'ils viennent » (ce qui, dans le jeune État d'Israël, signifiait « même les Orientaux ») et son ouverture aux sentiments antireligieux (que nous avons bien intégrés dans les mouvements

de jeunesse sionistes au début des années 1960) ont fait partie de mon héritage personnel, si tant est que cela ait quelque importance. Mon grand-père maternel, né en Belgique, avait été caché pendant la guerre dans une ferme flamande. Son père était mort à Auschwitz. La mère de ma femme était une Juive marocaine. Notre langue, celle que nous employons pour crier des slogans dans les manifestations ou pour lire les horreurs quotidiennes du colonialisme, est l'hébreu. Le sionisme a fait de nous des membres d'une nation. Mais il se trouve que je ne suis pas seulement le fils de mes parents, je suis aussi le père de mon fils. Que lui dirai-je, le jour où il me posera des questions sur le désastre du Moyen-Orient ? Que lui dirai-je quand il me demandera par quelle folie nous nous sommes retrouvés avec du sang sur les mains ? Il faudra bien que je lui explique que les pieds et les poings sont ceux l'Occident, mais que nous, nous sommes les bottes et les coups-de-poing en acier. Et quand il me demandera à qui est tout ce sang répandu, je lui répondrai : je ne peux pas dire, non seulement parce qu'on ne peut pas le savoir par l'odeur, la densité ou la couleur, mais aussi parce qu'il y en a du nôtre et du leur, et pas qu'un peu.

J'aimerais remercier Oded Schechter, ami et philosophe à qui je dois nombre de mes doutes et questionnements. Ma reconnaissance va aussi à mon amie Ruth Meisles et à Alina Korn, qui a toujours été mon guide politique. Les erreurs de ce livre sont miennes, mais les idées que l'on peut éventuellement y trouver leur reviennent pour beaucoup.

I. La Shoah nous appartient (à nous, les non-musulmans)

J'ai changé à Yad Vashem.
Nicolas Sarkozy¹

Je suis né à Paris, mais je suis fils d'immigrants polonais. Mon père a été déporté de France. Ses parents ont également été déportés et assassinés à Auschwitz. Mon père a survécu à Auschwitz et est revenu en France. Nous aurions pu haïr ce pays : ce qu'il a fait à mes parents est bien plus violent que ce qu'il a fait aux Africains. Qu'a-t-il fait aux Africains ? Il ne leur a fait que du bien. Mon père, lui, a été expédié en enfer pendant cinq ans. Pourtant, je n'ai pas été élevé dans la haine. Aujourd'hui, la haine des Noirs est encore plus grande que celle des Arabes.
Alain Finkielkraut²

Le 13 février 2006, Ilan Halimi, un jeune Juif parisien, a été retrouvé nu et ligoté, le corps couvert de marques de torture. Il est mort peu après. D'une seule voix, la police, les médias et l'opinion publique ont qualifié ce meurtre d'antisémite, et Paris a offert un spectacle inédit : dans un même élan, toutes les mouvances politiques – y compris la droite au passé antisémite et l'extrême droite raciste – ont décidé d'organiser une manifestation commune contre l'an-

tisémisme. Le correspondant de *Haaretz*, Daniel Ben Simon, pouvait annoncer aux Israéliens que « les Juifs faisaient désormais partie de la famille » :

Le meurtre d'Ilan Halimi est le cas le plus tragique parmi les centaines d'agressions contre des Juifs, une série qui a commencé en octobre 2000, avec le début de l'Intifada. Pour les Juifs, ce meurtre *justifiait rétrospectivement* toutes les craintes et les angoisses que nombre d'entre eux nourrissaient depuis cinq ans. Au cours de cette période, ils n'avaient cessé de réclamer une protection accrue à l'État mais en général, elle s'était fait attendre. Ceux qui exprimaient la crainte que ces manifestations d'hostilité n'aillent un jour jusqu'au meurtre étaient considérés comme des victimes de l'Histoire qui perdaient la tête³.

À propos du consensus, de ces réactions unanimes, Ben Simon écrit :

Le président Chirac s'est rendu en personne à la Grande Synagogue de Paris. Rien ne vaut la présence du président pour rassurer les Juifs et calmer leurs angoisses. Il y avait eu un précédent. En 1990, le président de l'époque avait réagi de la même façon après la profanation de sépultures du cimetière juif de Carpentras. Ces profanations avaient suscité une immense émotion en France et provoqué un mouvement de sympathie sans précédent. 500 000 personnes avaient défilé dans les rues de Paris, le président Mitterrand en tête.

Sortis d'entre les tombes, les événements de Carpentras ont marqué un tournant historique. Le discours israélien a fait un amalgame entre le meurtre d'Ilan Halimi et la Shoah, et c'est peut-être aussi ce qui s'est passé dans l'esprit des Français, ou plu-

tôt chez ceux qui forgent l'opinion. Le meurtre d'un Juif a été rattaché à l'antisémitisme, or l'antisémitisme se rattache au génocide juif et le génocide juif se rattache à Israël. C'est ainsi que de sa tombe, Mitterrand renvoie à Chirac : la vision du président, âgé et atteint d'un cancer, marchant aux côtés de Juifs et de chrétiens, a ému des millions de gens en France et en Europe.

De son côté, Marek Halter a déclaré au journal *Haaretz* :

Carpentras a marqué un tournant. C'est dans un cimetière que le rapport aux Juifs a changé et n'a plus jamais été le même. Jusqu'à Carpentras, c'était l'âge d'or des Juifs de France, car les chrétiens avaient des remords à cause du génocide juif. Nous étions la mauvaise conscience de l'humanité, car nous symbolisions le degré le plus bas que la civilisation occidentale ait atteint depuis l'aube de l'Histoire. Carpentras a mis un terme à cet état de choses. Les chrétiens se sont libérés du plus gros fardeau de l'Histoire. Pratiquement tous les Juifs de France ont ressenti ce changement d'attitude vis-à-vis d'eux. À Carpentras, il s'agissait d'un acte antisémite chrétien. Dans l'affaire Halimi, il s'agissait d'antisémitisme musulman. Beaucoup de Juifs ont vu dans ce meurtre le résultat de la recrudescence de la haine des Juifs qui frappe le pays depuis quelques années. Personne ne les convaincra du contraire, alors qu'au moment de son enlèvement, ses ravisseurs ne savaient pas que Halimi était juif.

Ce meurtre, bien qu'il s'agisse à l'origine d'une affaire crapuleuse, est marqué du sceau de l'antisémitisme. C'est la raison pour laquelle la France s'est levée comme un seul homme pour manifester sa sympathie. Le souvenir des années 1940 est

remonté à la surface – l'époque où l'État qui collaborait avec les nazis envoyait des milliers de Juifs à la mort dans les camps de concentration⁴.

L'écriture ne va jamais sans son lot de lapsus plus ou moins embarrassants. Parfois, c'est l'auteur lui-même qui parle à travers eux, mais bien souvent ils n'émanent pas directement de lui mais de quelque chose au-delà de lui, de quelque chose qui, à travers l'auteur, parle du lecteur. Tous ces lapsus font apparaître des choses qui ne collent pas avec le reste : le nouvel antisémitisme relève avant tout d'un ressenti des Juifs et non d'une situation objective. Il faut l'entendre comme l'inverse de l'ancien antisémitisme, qui s'affirmait comme une idéologie explicite, se plaçait dans une optique positiviste et se réclamait toujours d'éléments objectifs, voire de la science. Le nouvel antisémitisme diffère fondamentalement de l'antisémitisme historique en raison de l'élément ethnique par lequel sont définis les nouveaux antisémites (et non à cause de ses victimes qui sont et resteront évidemment juives).

En France, l'ombre de Vichy plane sur le contexte de ce nouvel antisémitisme. Ce lien est entretenu notamment par les dirigeants de la communauté juive sans parler de l'ambassade d'Israël qui modèle une grande partie de l'opinion publique juive française.

La semaine où la presse s'étendait sur la grande manifestation parisienne contre l'antisémitisme, on apprenait que Ken Livingstone, maire très populaire du grand Londres, homme de gauche et opposant à la guerre d'Irak, avait été suspendu pendant un mois par un tribunal d'instance britannique, pour avoir comparé un journaliste juif à un gardien de camp de concentration.

Au même moment, un tribunal autrichien condamnait le négationniste anglais David Irving à une peine

de prison. Voici ce qu'en dit Gideon Levy, le célèbre commentateur de *Haaretz* :

Le fait que ce soit un pays comme l'Autriche, l'un des plus négationnistes qui soit, qui ait envoyé Irving en prison, n'est pas la moindre ironie de l'Histoire. Pendant des années, l'Autriche a nié sa responsabilité dans l'extermination organisée par deux de ses ressortissants, Adolf Hitler, natif du pays, et Adolf Eichmann, qui y a grandi. L'Autriche, dont les habitants avaient acclamé Hitler à son entrée dans le pays, a longtemps refusé de verser des dédommagements à ses victimes. Elle n'est timidement revenue sur ses positions qu'après avoir constaté l'ampleur du coût politique de son attitude – notamment son isolement sur la scène internationale après l'élection à la présidence de Kurt Waldheim, malgré son passé nazi, et le succès électoral du raciste Jörg Haider. Aujourd'hui, si elle envoie Irving en prison et de manière spectaculaire, c'est bien sûr en application de la loi autrichienne, mais c'est aussi pour réparer les dégâts causés par ses errements passés et pour donner satisfaction au monde et à Israël qui faisait pression en faveur de son boycott. Mais les Autrichiens sont-ils convaincus que justice a été rendue ou bien voient-ils dans la décision prise par leur tribunal une nouvelle preuve de l'influence insidieuse des Juifs et du sionisme ?

Dans son article, Levy soulève quelques questions brûlantes comme s'il en ignorait la réponse :

Que dire alors du silence du monde devant l'extermination de 1 million de Tutsis au Rwanda, ou les 4 millions de personnes exécutées en masse au Congo ? Le monde ne veut pas entendre ce genre de comparaison, et si on ne nie pas explicitement

la véracité des faits, personne ne songe à punir qui que ce soit pour cette indifférence révoltante. Les caricatures danoises, qui elles aussi ont affecté des millions de gens, n'ont été suivies d'aucune sanction, pas plus que la négation des actes impardonnables dont Israël se rend coupable dans les territoires occupés, même si ces actes ne sont pas assimilables à un génocide. Les Juifs ont subi la Shoah qui constitue le crime le plus horrible de toute l'histoire du genre humain : aucun ne fut plus diabolique et celui qui ose dire le contraire mérite le blâme, l'ostracisme, l'anathème, et même l'expulsion, mais en aucun cas la prison⁵.

Il me paraît clair que le peuple juif, ses dirigeants, ses porte-parole, et même l'État d'Israël, ont quelque chose à voir avec cette offensive du nouveau philosémitisme, avec cette nouvelle tendance pro-israélienne de l'Europe occidentale. Les plaintes incessantes des Juifs contre l'antisémitisme, alors que la télévision nous inonde d'images terribles des territoires occupés, ne sont qu'un élément d'une culture récemment apparue en Europe, le « doublage » du passé. L'Histoire est détournée par celui qui en fait le récit dans le présent. Face à ces distorsions, il ne faut pas se borner à interroger les vulgarisateurs de ce mode de pensée, les éditorialistes ou les critiques littéraires, mais aussi les cinéastes, les philosophes et les écrivains : pourquoi l'Europe a-t-elle attendu plus de quarante ans pour s'intéresser à la réalité du génocide des Juifs ? Quelle place avait-il juste après la guerre, en comparaison avec celle qu'il occupe aujourd'hui ? Cette question en amène une autre : pourquoi ce changement ? Comment expliquer la résurgence de ce deuil ? La question que je pose est politique : qui étaient les responsables de la reconstitution du passé immédiatement après la guerre ?

Je n'ai pas la réponse à ces questions, car je ne suis pas européen et je ne vis pas en Europe. Les interrogations que je soumets au lecteur européen sont celles d'un observateur étranger. Je pourrais les formuler ainsi : nous, les Juifs d'Israël, avons été élevés avec les histoires du génocide. Le paysage des années cinquante dans lequel j'ai grandi était imprégné d'images désordonnées, presque anarchiques, du génocide. Ces images se sont progressivement organisées, jusqu'à ce que l'idéologie dominante les fixe – en parallèle avec ce qui s'est passé en Europe au cours des vingt dernières années – pour en faire un récit structuré et cohérent. La rencontre avec la nouvelle culture européenne de la Shoah provoque chez moi, comme chez beaucoup d'autres Israéliens, un certain malaise, et c'est au regard de ce changement d'orientation que je pose mes questions et tente d'y apporter un début de réponse, qu'il s'agisse de la sentence prononcée contre Livingstone pour des raisons qui n'ont rien à voir avec le génocide ni même avec le sentiment de culpabilité britannique vis-à-vis des Juifs, ou du grand rassemblement parisien après le meurtre de Halimi, ou encore des événements du même genre ailleurs en Europe. Dans les programmes des chaînes de télévision culturelles (Arte ou 3sat en Allemagne), dans les films européens produits grâce aux subventions publiques (généralement des coproductions entre France, Allemagne, Belgique, etc.), dans la littérature sur la Seconde Guerre mondiale, on peut constater qu'Auschwitz fait un tabac. Claude Lanzmann est bien le seul à croire que son film, *Shoah*, et lui en sont la cause.

Il est trop facile de voir dans cette culture de la mémoire une prise de conscience internationale tardive, ou une sorte de justice historique qui aurait mis du temps à se concrétiser et qu'on finirait par reconnaître, une réponse aux exterminateurs de l'époque

et aux négationnistes d'aujourd'hui. Il est trop facile de parler à la fois de sentiment de culpabilité et de nouvelle génération sans expliquer d'où vient le sentiment de culpabilité de la nouvelle génération. Il est trop facile de faire des discours sur le traumatisme, sur la conscience ou la psychologie collective. Je me propose donc d'éclairer ce qui ne peut s'expliquer uniquement en termes de conscience collective ou de réaction tardive.

Le jour de la Shoah en Europe

La plupart des pays membres des Nations unies se sont libérés de leur passé colonial. Leurs populations descendent de peuples qui ont vécu de véritables génocides, en Afrique, en Asie, en Amérique latine. Il n'y a aucune raison pour que la commémoration du génocide juif occulte la mémoire des millions d'Africains ou d'Indiens d'Amérique massacrés par les Occidentaux civilisés venus envahir leur continent. Pourtant, le fait est qu'il n'y a pas de journée internationale pour commémorer l'extermination des Indiens d'Amérique ni le commerce des esclaves, pas de journée internationale où les hommes de toutes les cultures devraient prendre conscience de l'histoire de ces peuples et entendre des discours en leur honneur. Il n'y a pas de journée internationale pour rappeler ce que l'homme blanc s'est permis de faire à des gens de races différentes en Amérique, en Afrique et en Asie.

Or, le 1^{er} novembre 2005, soixante ans après sa fondation par les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, l'assemblée générale des Nations unies a décidé que, à partir de 2006, le 7 janvier serait le jour de la Shoah, une journée de commémoration mondiale. L'Italie et l'Angleterre avaient pris les devants en imitant l'Allemagne qui avait décidé dès 1996 de faire

du jour anniversaire de la libération d'Auschwitz sa propre journée nationale de la Shoah, non pour rap-peler sa culpabilité mais pour commémorer l'extermination des Juifs par les nazis allemands.

Le génocide juif fait désormais figure d'événement universel dans la culture occidentale, comme si le récit en avait existé dès l'origine. Pourtant, même Hollywood, grand conteur d'histoires devant l'Éternel, n'a rien dit du génocide juif pendant longtemps. Le cinéma hollywoodien a traité de la Seconde Guerre mondiale sous l'angle de la bravoure. Selon les vagues successives de la mode, cela a donné des films de combat, des films d'amour et d'héroïsme, des histoires de prisonniers et d'évasions, des épisodes de la guerre du Pacifique (sans un mot sur Hiroshima et Nagasaki qui viennent en tête dans la logique du déni), et bien sûr des séries télévisées comiques (à partir des années 1970). Seule la série hollywoodienne *Holocaust* (1979) a largement hérité du style des films de guerre et des séries télévisées sur la Seconde Guerre mondiale. C'est presque en parallèle qu'on a décidé de construire un musée de l'Holocauste à Washington. Mais où donc se cachait le génocide juif depuis la fin de la guerre, quand sa mémoire était l'apanage des Juifs rescapés, des antinazis et des autres victimes ? Pendant les décennies de l'après-guerre, le génocide des Juifs est resté là où les vainqueurs de la guerre voulaient qu'il soit : en marge. Raul Hilberg l'explique en ces termes :

Pour l'Union soviétique, la Grande-Bretagne et les États-Unis, le sauvetage des Juifs n'était pas une priorité. De 1941 à 1945, ces trois pays tournaient toute leur attention vers la guerre, comptabilisant leurs pertes et leurs acquis aux combats, et songeant déjà à leurs sphères d'influence respectives une fois que l'Allemagne aurait capitulé. [...] Tout

territoire situé derrière les lignes ennemies était analysé avant tout en tant que complexe de production, de mobilisation et d'approvisionnements. Très peu d'autres éléments éveillaient la curiosité des Alliés. La décimation très réelle des populations asservies par l'Allemagne et ses associés représentait au mieux une source de préoccupation annexe. La même disparité caractérisait la propagande alliée. L'Union soviétique donnait plus de publicité aux exploits limités des partisans armés qui harcelaient les Allemands à l'arrière du front qu'aux prisonniers de guerre qui mouraient massivement dans les camps de l'ennemi. Les Alliés occidentaux déversaient plus volontiers leur sympathie sur la clandestinité polonaise qui tentait vainement de libérer Varsovie en 1944 que sur les nombreux jeunes Polonais qu'on fusilla en représailles ou qui dépérissaient dans les camps de concentration⁶.

L'anéantissement des Juifs « était une réalité [que les Alliés] rejetaient fondamentalement. Ils refusaient de devoir y faire face⁷ ».

Au début de 1944, un rapport détaillé en provenance d'Auschwitz, transmis par la clandestinité polonaise, fut distribué à l'Office des services stratégiques, au département de la Guerre et à la Commission des crimes de guerre des Nations. Dans les trois cas, on l'enterra⁸.

Pourquoi ?

Les Alliés occidentaux ne voulaient pas que leurs populations croient qu'on faisait la guerre pour délivrer le judaïsme. Rien ne devait suggérer ni sous-entendre que les soldats alliés étaient des mer-

centaires qui se battaient pour la cause des Juifs. On avait déjà assez de mal à expliquer à un Britannique ou un Américain pourquoi on faisait la guerre, à faire clairement comprendre à un Américain pourquoi on la faisait en Europe. Malgré l'accent mis sur « un seul monde », ou le fait qu'aucun homme n'était une île, le Britannique de la rue avait fortement conscience de vivre sur une île, même si celle-ci avait été très menacée pendant une courte période, en 1940. Les Américains, sur leur île nettement plus grande, se trouvaient séparés du conflit par un océan. C'est pourquoi la Grande-Bretagne et les États-Unis menaient une guerre soigneusement contrôlée, minimisant leurs pertes et simplifiant leurs déclarations verbales. Du fait de cette attitude, la libération des Juifs ne serait qu'un sous-produit de la victoire⁹.

Ces faits sont connus. Ils ont été abondamment commentés dans les milieux juifs, y compris dans le débat public en Israël. Sur ce point, le discours public israélien et juif en général ne recouvre pas exactement le discours occidental qui a évité et *évite encore aujourd'hui* les questions brûlantes sur le traitement des réfugiés juifs avant et pendant la guerre, sur la marginalisation de l'extermination et sur la grande indifférence vis-à-vis des réfugiés après la guerre (surtout aux États-Unis). Ce qui me gêne dans la façon dont la version israélienne s'est diluée, au cours des dernières décennies, dans le discours de l'Occident sur la Shoah, ce n'est pas tant sa problématique au regard des intérêts de l'État d'Israël, mais plutôt la perte de la dimension concrète de cette tragédie et sa fusion avec une version qui nous est étrangère.

Dans la culture occidentale, le génocide des Juifs fait désormais figure d'histoire qui se raconte depuis toujours. Il semble sortir du néant, mais son récit

produit une impression de continuité, comme si on le racontait depuis l'événement lui-même. On ignore les ruptures, on néglige les changements, on ne dit pas pourquoi, « tout à coup nous », avons été victimes d'un génocide. C'est dans la nature de toute idéologie de gommer les ruptures pour insister sur la continuité, mais ce qui gêne ici, c'est la disparition de toute tension, c'est le fait que la continuité de l'histoire juive est étrangère à la façon dont on raconte l'histoire aujourd'hui. Celle-ci est devenue le récit d'une continuité, nationale qui commence avec la montée du nazisme, se poursuit avec la guerre contre le nazisme et se termine avec la construction de la mémoire des victimes (juives).

En Europe, la Shoah est devenue l'image de tout ce que l'Europe n'est pas aujourd'hui : le génocide participe de la dictature, de l'intolérance et de la haine d'Israël. Il n'est pas ce que les Européens savent d'eux-mêmes, mais, grâce à lui, ils savent ce qui est le contraire d'eux-mêmes.

Pourquoi justement maintenant ? Pourquoi pas à l'époque, après la défaite des nazis et la création des Nations unies ? Comment se fait-il qu'au début, le génocide n'était qu'une référence sur laquelle les vainqueurs pouvaient s'accorder, alors qu'aujourd'hui, il est devenu le symbole de la Seconde Guerre mondiale tout entière – que ce soit au cinéma, à la télévision, dans les clichés politiques, les programmes scolaires et même dans les célébrations officielles des États ?

Je vais essayer de répondre en partie à cette question : pendant les années de l'unification de l'Europe, le génocide et les Juifs ont servi à la construction d'une identité européenne. Les Européens, qui s'étaient autrefois si bien distancés du Juif considéré comme un étranger – il n'était pas comme eux, il ne se comportait pas comme eux, il n'était pas des leurs –, peu-

vent aujourd'hui s'empresser de l'aimer, d'abord parce que désormais il leur ressemble, et ensuite parce qu'il n'est plus parmi eux.

Il n'y a pas d'année zéro

Il est important de s'arrêter sur le choix du jour de la Shoah en Allemagne, non seulement parce que ce pays a été le premier à avoir pris une telle décision, mais aussi parce que c'est là que ressort le plus clairement l'oubli dont se double la mémoire, le biais que l'oubli introduit dans la mémoire. Comme date de commémoration officielle, l'Allemagne n'a pas choisi le jour de l'accession au pouvoir de Hitler, ni celui de l'adoption des lois raciales antijuives, ni celui de l'invasion de la Pologne qui marque le début de la Seconde Guerre mondiale. Elle ne commémore pas non plus le jour de la reddition du Reich, le 8 ou le 9 mai. Pourquoi a-t-elle justement choisi le jour de la libération d'Auschwitz, pour en faire son jour de la Shoah ? Serait-ce uniquement en raison de la barbarie extrême qui s'est exercée à Auschwitz ? D'ailleurs, retient-elle toute l'horreur d'Auschwitz, ou en laisse-t-elle une partie de côté ? Cette date est d'autant plus remarquable qu'elle remplace la date du 9 novembre¹⁹. C'était un jour de mémoire complexe s'il en est, son abandon éteint toutes sortes de polémiques relatives au passé.

L'Allemagne de l'Ouest n'est pas née « l'année zéro ». Comme Gunther Grass l'a maintes fois fait remarquer, son appareil judiciaire n'était pas composé d'antnazis mais comptait au contraire de nombreux magistrats issus de l'appareil nazi. L'interdiction faite aux anciens membres actifs du parti national-socialiste, aussitôt après la guerre, de servir comme fonctionnaires s'est rapidement vidée de tout contenu, sous l'influence des Américains. La nomination de Hans

Globke¹¹ comme conseiller à la sécurité par Konrad Adenauer, l'obstination de ce dernier à le maintenir à son poste pendant toutes les années de la reconstruction de l'Allemagne et l'absence d'information sur le passé récent du pays montrent ces années sous leur vrai jour. Fait remarquable pour les Juifs israéliens : au procès Eichmann, pour ménager Adenauer, Ben Gourion avait donné l'ordre à l'accusation de ne pas mentionner le rôle important de Globke dans l'énorme machine mise en place pour exterminer le peuple juif.

Comme chacun sait, l'élite économique allemande est restée en place. Si l'on fait abstraction de la restructuration de IG Farben, le gigantesque groupe responsable, entre autres, de la fabrication du gaz Zyklon B, restructuration qui n'a conduit ni au démantèlement de la société, ni à des sanctions contre ses propriétaires, toutes les entreprises économiques de l'Allemagne nazie, y compris Krupp, ont continué à fonctionner dans l'Allemagne de l'Ouest, amie d'Israël. L'Allemagne de l'Ouest a préféré ne pas tenir compte du passé. Elle n'a pas versé de retraite aux soldats qui avaient déserté l'armée nazie, et elle a versé une pension à ceux qui avaient servi dans les SS. Si j'insiste, c'est bien parce que ce pays n'a pas fait son examen de conscience, ni réclamé de comptes à ses ressortissants, ni cherché à départager le bien du mal dans son passé. La Shoah est justement devenue le passé, tout le passé, à l'exclusion des autres éléments de l'Allemagne nazie qui ont conservé leur rôle dans l'Allemagne de l'Ouest : les retraités SS, Globke, IG Farben. Qui plus est, ne voir dans l'histoire que des victimes (le peuple juif) et des bourreaux (les nazis) a évité à l'Allemagne de l'Ouest de payer le prix politique de son passé, et l'a dispensée de rendre des comptes à ceux qui avaient résisté. Le passé est devenu « la Shoah ».

Toutes les contradictions internes de l'Allemagne de l'Ouest se sont évanouies à la fin des années 1980. L'Allemagne réunifiée est un État sûr de lui dans l'Europe institutionnalisée. C'est lui qui a transformé la mémoire du nazisme en mémoire du génocide, et la mémoire du génocide en mémoire d'Auschwitz. C'est lui qui a le plus contribué au refoulement dans la construction de la mémoire du passé. Pendant la Seconde Guerre mondiale, 8,6 millions de soldats soviétiques ont été tués. Les 16,9 autres millions d'habitants que l'Union soviétique a perdus étaient des civils, la plupart originaires d'Ukraine ou de Biélorussie, dont une grande proportion de Juifs. On avance le chiffre inouï de 7 millions. Qui se souvient d'eux ? Qui en Allemagne se souvient d'eux ? Sont-ils inclus parmi les morts que l'on pleure le jour anniversaire de la libération d'Auschwitz ? Bien sûr que non. Désormais, Auschwitz est la seule chose dont on se souviennne. Conserver la mémoire des autres victimes, c'était le rôle du communisme. Le communisme a disparu, leur mémoire aussi. Le passé est derrière nous, les nazis ont disparu et tout va pour le mieux.

Ce qu'on retient, ce qu'on oublie

Je reviens au rapport de l'Occident au génocide juif sous une autre forme : pourquoi l'Allemagne n'a-t-elle institué un jour de mémoire du génocide qu'en 1996 et non avant ? Pourquoi n'a-t-elle pas fixé un jour de mémoire pour tous les crimes nazis ? Pourquoi avoir choisi Auschwitz, un lieu éloigné au fin fond de l'Est, et non Bergen-Belsen, par exemple, qui se trouve en Allemagne ? Uniquement en raison de l'ampleur des horreurs perpétrées à Auschwitz ou bien parce qu'Auschwitz serait la métaphore d'autre chose ? Même si Auschwitz représente le summum

de l'horreur au xx^e siècle, même si toutes les abominations allemandes s'y sont concentrées, le choix de ce site éloigné ne contribue-t-il pas à refaire ce que les nazis ont fait – reléguer l'horreur «là-bas», hors du *Heimat*, loin à l'Est, chez «les Slaves inférieurs» ? On peut également se demander si le plus grand monument allemand érigé en mémoire de la Seconde Guerre mondiale, inauguré en 2004 à Berlin, n'est là que pour rappeler la destruction du peuple juif. N'importe-t-il pas davantage que les Allemands puissent honorer déceimment, et dans de justes proportions, la mémoire des dizaines de millions de non-Juifs qui ont péri pendant cette guerre du fait de l'agressivité et de la cruauté allemande ? La mort de ces millions-là est-elle plus significative que celle des premiers, de ceux qui sont morts à Auschwitz, Bergen-Belsen, Mauthausen, et dans les autres camps de concentration et d'extermination ? La question, ici, n'est pas celle de la justice ou de la part d'injustice, ni même la nécessité de parler des autres victimes. Il s'agit de s'interroger sur la nature de la mémoire allemande, et, au fond, sur celle de la mémoire de l'Europe occidentale. Auschwitz est devenue une métaphore dans tout discours européen sur le génocide juif.

On peut s'interroger également sur les voyages en Pologne organisés à l'intention des lycéens israéliens. Le gouvernement israélien organiserait-il de tels voyages à Dachau, Bergen-Belsen ou Buchenwald, situés en terre allemande ? Les Allemands accueilleraient-ils volontiers ces visiteurs ? On respecte les Allemands plus que les Polonais, sans aucun lien avec leurs souffrances respectives. Les voyages organisés par le ministère de l'Éducation relèguent eux aussi le génocide aux confins de l'Europe, à «Auschwitz», quelque part dans l'Est.

Penchons-nous à nouveau sur le film de Lanzmann. On y constate combien le répertoire de l'imaginaire

occidental de la mémoire dans lequel il puise est à l'opposé de son propre discours et de l'image qu'il veut donner de lui-même. L'extermination a eu lieu à l'Est. On ne peut voir le film *Shoah* de Lanzmann sans être frappé par cet éloignement de l'horreur.

Le pacte faustien

Dans l'imaginaire collectif du monde, Israël est la patrie des rescapés du génocide des Juifs et tous ceux qui critiquent Israël collaborent avec les auteurs de l'extermination du peuple juif. S'il est vrai qu'en Israël, ce langage est celui des gens de droite et que la majorité des Israéliens auraient honte de faire ce genre de comparaison, c'est en réalité la rhétorique même de la propagande israélienne. Quand, après le massacre de Qibbiya¹², Ben Gourion a évoqué la Shoah, personne n'a pris cet argument au sérieux. C'est pourtant le raisonnement dont procède l'attitude pro-israélienne des Européens. C'est aussi une façon de présenter les choses qui permet d'éluder certains problèmes politiques actuels de l'Allemagne et de l'Europe occidentale. Reprenons l'exemple allemand. Non seulement l'Allemagne est un bon sujet d'étude pour ce qu'on appelle «le sentiment de culpabilité collectif», mais ce pays a aussi joué un rôle très important dans l'élaboration du statut du Juif comme victime absolue. C'est une démarche qui permet d'annuler la distinction entre le bien et le mal dans le passé génocidaire, et qui autorise ainsi une certaine exploitation politique du passé allemand.

Mais il y a pire. Le samedi 11 septembre 2004, un tabloïd berlinois, le *Berliner Zeitung*, titrait en une «Jésus est à Berlin! Encore des places pour le week-end!» Au centre du journal, un grand titre en lettres rouges courait sur deux pages: «Aujourd'hui, Jésus est à Berlin!» L'intertitre, évidemment rédigé à

l'avance, rapportait l'événement au présent: «Plus de 50 000 chrétiens prient aujourd'hui à la porte de Brandebourg.» Sous ce titre sur neuf colonnes, figurait une grande photo d'archives en couleurs (sur quatre colonnes) montrant une foule en liesse qui manifestait son enthousiasme en agitant les bras. Mais le comble était un montage grossier: au centre de la photo flottaient deux drapeaux bien visibles, le drapeau allemand portant l'inscription: «Jésus est là», et à côté, plus grand et bien déployé, le drapeau israélien bleu et blanc. La photo était légendée: «Les chrétiens se rassemblent pour prier. Aujourd'hui à Berlin, 50 000 croyants participent à la Journée de Jésus et prient pour la paix dans le monde.» Dans ce montage, le drapeau israélien était totalement déplacé, non seulement parce qu'en septembre 2004, il ne symbolisait pas vraiment l'aspiration à la paix, mais surtout par ce qu'il était révélateur d'autre chose: les médias allemands ne se seraient pas permis d'imaginer l'Allemagne sans y adjoindre la garantie humaniste de la présence de «l'Autre». Pour les acteurs de la culture allemande parés des atours du bon chrétien, ou pour les libéraux, les verts et les sociaux-démocrates dans une ville où vivent plus de musulmans que dans n'importe quelle autre ville d'Europe, dans une ville qui voit fleurir la propagande néonazie antimusulmane, quoi de plus commode que «l'altérité juive», autrement dit israélienne, précisément à l'occasion d'un rassemblement chrétien? Le drapeau israélien, comme les rues Yitzhak-Rabin et Ben-Gourion, comme n'importe quel film israélien, deviennent des symboles où se pense l'identité allemande. Voilà pourquoi il est important que les Français méditent l'exemple allemand. Les débats autour de «l'alliance judéo-chrétienne» s'appuient presque tous sur un passé biaisé. La prétendue tradition judéo-chrétienne ne correspond à rien de concret, c'est une

vue de l'esprit que l'on invoque contre l'islam. Dans cette économie de l'imaginaire, le Juif joue le rôle de l'*alter ego*.

Le « nouvel Israélien » n'est qu'un aspect de ce besoin d'un *alter ego*. L'Allemagne propose tout un assortiment de folklore juif (ashkénaze). Des expositions sont consacrées aux juifs orthodoxes. Berlin offre en permanence une multitude de spectacles de *klezmer* ou de musiques et danses hassidiques. En cela, les Allemands diffèrent des autres Européens : ils baignent dans une sorte de philosémitisme inquiétant. Mais ce qui est commun à toute l'Europe occidentale, c'est cet intérêt frénétique pour tout ce qui touche à l'identité. La violence envers l'Autre se cache derrière ce besoin d'un « Autre qui nous ressemble ». C'est ce qui explique l'inflation de la mémoire dans la littérature, à la télévision, au cinéma – une mémoire très éloignée du concret, très loin des victimes encore en vie et de leurs descendants qui vivent cet éloignement comme une rupture. Qui représente le passé en Europe ? Depuis l'accord avec le gouvernement de l'Allemagne de l'Ouest sur les réparations, les Israéliens sont devenus les représentants du peuple juif, même si aucun pays n'a encore osé leur reconnaître officiellement cette fonction.

L'Allemagne est réunifiée et s'est dotée de son propre passé, le génocide des Juifs qu'elle avait laissé dans l'ombre pendant des années. Désormais, « notre » rôle est de fournir une image de ce que le langage et les concepts de la culture allemande officielle sont toujours incapables de penser : le passé nazi. Pire, ce désir du Juif et de son passé, ce besoin de lui en tant que victime ou de représentant du passé tout entier sont un symptôme de la haine de l'islam qui marque le débat actuel sur la modernité : les musulmans doivent entrer dans la modernité (comme les Juifs autrefois). À eux de faire en sorte d'être des

« gens comme tout le monde », c'est-à-dire comme les Européens. Le non-dit de cette attitude renvoie à celle que l'Occident avait jadis envers les Juifs : vous auriez dû nous ressembler. Il n'y a qu'à voir l'empressement avec lequel les intellectuels libéraux et de gauche invitent les musulmans à s'assimiler. Ils le font sans ciller, sans penser aux papillotes que l'on a tondues sur la tête de nos grands-pères juifs, sans penser à la xénophobie dont ont souffert nos parents. Cette incitation à entrer dans la modernité est inséparable de « notre » rôle de nouveaux Juifs. Je reviendrai sur ce contexte tordu avec Finkielkraut.

L'ombre de Mussolini

En Allemagne, quand on parle du génocide des Juifs, on évoque généralement un sentiment de culpabilité collectif. Cette question est difficile à aborder, car tout débat à ce sujet s'enlise dans un psychologisme embarrassant. La rencontre entre un Israélien et un Allemand de la seconde ou troisième génération d'après la guerre n'est pas chose facile. Mais les questions sur le sentiment de culpabilité ne doivent jamais être posées toutes seules. Comment se fait-il, par exemple, que, dans les années 1970 en Allemagne, des foules de jeunes femmes, plutôt proches de la première génération, pouvaient porter le keffieh en signe de sympathie avec les Palestiniens sans être taxées d'antisémitisme ou de négationnisme ? Comment se fait-il que, dans les mêmes années, la gauche extraparlamentaire pouvait affirmer clairement et sans restriction son soutien aux Palestiniens, contrairement à ses héritiers, les verts, qui sont toujours les premiers à parler en faveur d'Israël ? Et surtout, comment se fait-il que, dans des pays d'Europe occidentale où le sentiment de culpabilité n'a pas de raison d'être, le génocide des Juifs joue un rôle comparable et favo-

rise l'émergence d'un sentiment de culpabilité vis-à-vis d'Israël, exactement comme en Allemagne ?

En Italie, par exemple, peu de temps avant l'invasion anglo-américaine de l'Irak, le président du Conseil, Silvio Berlusconi, a défendu la guerre dans une interview, en dépit de l'opposition massive du pays. Pour cela, il a fait une distinction morale entre Mussolini et Saddam. Mussolini, a-t-il dit, n'était pas un meurtrier, laissant entendre que Saddam Hussein en était un (et que l'invasion était donc justifiée). Évidemment, cela a fait scandale, et le président du Conseil a dû s'empresser de s'excuser de sa bourde. Au près de qui s'est-il excusé ? Au près de la communauté juive italienne. Et non sans raison d'ailleurs. Toute autre considération mise à part, non seulement c'est Mussolini qui a fait voter les lois raciales discriminatoires envers les Juifs, mais c'est sous son régime que des Juifs ont été assassinés en raison de leur appartenance ethnique. Mais les excuses de Berlusconi en disent long sur la guerre des mémoires que se livrent les milieux politiques et culturels italiens. Par un geste politique, on peut balayer d'un revers de main le fait que des milliers d'Italiens ont été emprisonnés, torturés et assassinés pour avoir lutté contre le fascisme. Berlusconi fait l'impasse sur les horreurs de la république de Salò, et surtout sur l'invasion de l'Éthiopie en 1935, avec le massacre en masse d'Éthiopiens par le gaz. Ainsi, depuis le début des années 1990, depuis l'effondrement de l'ordre de l'après-guerre, l'organisation des événements qui prévalait autrefois ne fonctionne plus, même si l'on évoque ces événements chaque fois que l'on dénonce la collusion de Berlusconi avec les néofascistes et la Ligue du Nord. Dans ce qui peut apparaître comme le grand succès de Forza Italia, la nouvelle droite italienne, on occulte les conflits du passé en recourant, ici aussi, à la mémoire du génocide des Juifs. Il s'agit là, j'in-

siste, d'une nouvelle culture du génocide qui, contrairement à ce qui s'est passé en Allemagne, a prospéré dans un pays qui n'a jamais oublié la Seconde Guerre mondiale, y compris l'extermination du peuple juif. C'est pourquoi, en Italie, il est plus facile qu'ailleurs de discerner comment la mémoire du génocide recouvre la mémoire vivante du passé. Une Italie dont le jeune cinéma avait marqué toute une époque avec le film de Rossellini, *Rome, ville ouverte* (1945), sur la lutte contre l'occupation allemande, une Italie où, dans les années 1970, Luchino Visconti réalisait *Les Damnés*, Liliana Cavani, *Portier de nuit*, Pier Paolo Pasolini, *Salò ou les cent vingt jours de Sodome*, des films qui traitent tous du sens de l'expérience nazie. L'Italie, où des écrivains juifs, Giorgio Bassani et Primo Levi, ont écrit sur les réalités de la Shoah. Cette Italie-là n'avait pas de problèmes psychologiques ni de sentiment de culpabilité qui l'empêchaient d'être propalestinienne – pas plus que le pouvoir catholique qui entretient un immense réseau d'affaires avec les pays arabes, pas plus que les communistes qui ont soutenu la cause palestinienne contre l'occupation, ou la gauche italienne qui n'a pas et n'a jamais eu de passé antisémite.

Pourtant, l'Italie, celle de Berlusconi mais aussi celle des anciens communistes, est non seulement devenue pro-israélienne au début des années 1990, mais elle a abandonné la Seconde Guerre mondiale, un des fondements de sa culture, pour la traduire en « Shoah ». Faut-il ajouter à cela le rôle du ministre Gianfranco Fini, chef du mouvement fasciste, qui se considère comme l'héritier de Mussolini ? Faut-il mentionner ici les liens étroits que Fini entretient avec la communauté juive italienne – et qui plus est, ses excellents rapports avec le gouvernement israélien ? Et surtout, y a-t-il un lien entre tous ces phénomènes et la haine hystérique de l'islam en Italie ? D'où vient

cette haine ? Quel est le rôle de cette culture de la Shoah dans la façon de considérer le génocide ? Je l'affirme sans ambages, il y a un lien entre la culture de la Shoah et la haine de l'islam qui fait rage en Europe. Tout s'organise autour de cette idée : les uns (les Juifs) sont comme nous, les autres (les musulmans) sont différents de nous.

Je tente ici une explication du nouveau philosémitisme et de l'islamophobie : au bout de cinquante ans, l'ordre du jour d'après-guerre a disparu avec l'unification de l'Europe, la chute du communisme et la transformation totale de l'économie européenne en un système économique dépourvu d'horizon révolutionnaire. Jusqu'au début des années 1990, chaque camp politique avait sa bête noire (pour la gauche, le capitalisme contemporain, pour la droite et le centre, le communisme contemporain). Il existe désormais un mal commun : le génocide des Juifs. Par chance, il n'appartient pas au présent. C'est un mal qui a cessé. Dans le nouvel univers moral de « la fin de l'Histoire », tout le monde s'accorde sur le fait qu'il était, qu'il est interdit de tuer le peuple juif. Comme la nouvelle Europe a besoin du « nouvel antisémitisme » pour commémorer le passé, pour se consacrer à la tolérance de l'Autre semblable à soi, et effacer l'Autre véritable à travers la haine du fondamentalisme musulman.

Finkielkraut fait son entrée

Voici ce qu'a déclaré Alain Finkielkraut, à propos des émeutes de l'automne 2005, à Dror Mishani et à Aurélia Smotriez, journalistes de *Haaretz* : « Elles sont dirigées contre la France en tant qu'ancienne puissance coloniale, contre la France en tant que pays européen, contre la France et sa tradition chrétienne ou judéo-chrétienne. »

Remarquez l'importance de l'alliance judéo-chrétienne dans l'accusation de colonialisme. Sur la tradition judéo-chrétienne, le philosophe poursuit :

C'est tentant de dire qu'en France, tu es laissé pour compte : « Donnez-moi ceci, donnez-moi cela ! » Mais ça ne marche jamais comme ça pour personne. Ça ne peut pas marcher. [...] En France, au lieu de s'opposer à son discours [de l'Africain], on accède au contraire à sa demande : on modifie la façon d'enseigner l'histoire coloniale et l'histoire de l'esclavage. Aujourd'hui, dans les écoles, on enseigne uniquement les aspects négatifs de cette histoire. On ne dit plus que le projet colonial se proposait aussi d'apporter l'éducation et la culture aux sauvages. On ne parle que de la volonté d'exploiter, de dominer, d'opprimer. [...] On ne peut pas mettre la Shoah et l'esclavage sur le même plan sans mentir car [l'esclavage] n'était pas un holocauste. Et [l'Holocauste] n'était pas un crime contre l'humanité, parce que ce n'était pas seulement un crime. Il s'agissait de quelque chose d'ambivalent. [...] En fait, ce qui place l'Occident à part lorsqu'on parle d'esclavage c'est que c'est lui qui l'a éliminé. L'élimination de l'esclavage est le fait des Européens et des Américains.

C'est précisément ici, chez lui comme chez d'autres, philosophes, politiciens ou journalistes, que le génocide des Juifs joue son rôle. Que Finkielkraut soit juif est presque accessoire au regard de ce qu'il dit. Pour donner du mordant à ses propos, parce qu'il s'adresse à nous, Juifs, il peut ajouter la biographie de ses parents, mais le point essentiel de ce texte néoconservateur est qu'il met en évidence le fait que les maîtres occidentaux ont besoin du génocide des Juifs pour définir le mal. Le génocide a eu lieu et il est ter-

miné. Mais les autres maux sont toujours là. C'est ici qu'intervient la *dimension universelle* du génocide des Juifs : il englobe les victimes du colonialisme et de l'esclavage, qui non seulement n'ont jamais reçu de dédommagements, mais n'ont même pas eu l'heur d'être reconnues, précisément parce qu'elles vivent toujours dans des pays pillés, dans des quartiers miséreux, sous l'occupation ou l'oppression, des situations qui, elles, n'ont jamais cessé. L'avantage de la Shoah, indépendamment de notre passé, du passé de notre peuple, son grand avantage, c'est qu'elle est terminée. On peut s'en réjouir comme d'un cauchemar qui est derrière nous, et on peut aussi faire la morale à ceux pour qui le drame dure encore, en se demandant d'ailleurs si quelque chose de terrible ne risque pas de leur arriver. Finkielkraut le dit à sa façon :

Je pense que l'idée généreuse de lutte contre le racisme se transforme monstrueusement en idéologie mensongère. L'antiracisme sera au XXI^e siècle ce que le communisme a été au XX^e, une source de violence. Aujourd'hui, c'est au nom de la lutte contre le racisme que des Juifs sont attaqués : le mur de séparation, le sionisme, sont assimilés à du racisme. C'est ce qui se passe en France. Il faut se méfier de l'idéologie de l'antiracisme.

Ces paroles en ont effrayé plus d'un, surtout en Israël. Mais ceux qui ont lu l'essai de Finkielkraut, *Au nom de l'Autre*, ne doivent pas s'étonner des propos de cet homme. Le sous-titre de l'essai est *Réflexions sur l'antisémitisme qui vient*. Finkielkraut y pose, entre autres, la même question que celle que je pose au début de ce livre : pourquoi Auschwitz ?

Avec le temps, le souvenir d'Auschwitz n'a subi aucune érosion ; il s'est, au contraire, *incrûté*. L'événement qui porte ce nom, écrit justement François Furet « a pris toujours plus de relief comme accompagnement négatif de la conscience démocratique et incarnation du Mal où conduit cette négation ».

C'est ainsi que Finkielkraut, tout en se lamentant sur lui-même comme il sait le faire, distingue d'un côté la démocratie occidentale et son passé unique, Auschwitz, et de l'autre, les continuateurs d'Auschwitz, c'est-à-dire tous les régimes « non démocratiques ».

Pourquoi précisément l'Holocauste ? Pourquoi Auschwitz et non d'autres carnages doctrinaux, d'autres œuvres de haine ? Parce que l'homme démocratique, l'homme des droits de l'homme, c'est l'homme quel qu'il soit, n'importe qui, le premier venu, l'homme abstraction faite de ses origines, de son ancrage social, national ou racial. [...] C'est d'ailleurs pour cette raison et pas seulement du fait de son engagement dans la guerre contre le nazisme que l'Amérique indemne s'est crue autorisée, comme l'Europe ravagée, à bâtir au cœur de sa capitale un musée de l'Holocauste et à faire de ce musée un point de repère national¹³.

Dans ce texte, Finkielkraut pose les bases d'un nouveau récit. Les Juifs et leur passé constituent l'unique test de la liberté humaine. Qu'en est-il des Palestiniens ? Qu'en est-il des millions de victimes de l'Amérique démocratique ? Voici ce qu'il écrit : « L'Amérique démocratique et l'Europe démocratique ressource leurs principes communs dans la commémoration de la Shoah¹⁴. »

Il devient alors possible d'accuser à nouveau d'antisémitisme quiconque attaque les États-Unis ou Israël à propos de la destruction du peuple palestinien. Il

Le nouveau philosémitisme européen

ne s'agit pas véritablement de perpétuer la mémoire du génocide, mais de consolider une nouvelle idéologie de l'exclusion. Désormais, nous, les Juifs, sommes à l'intérieur. Merci à l'Occident chrétien qui nous a accueillis. Ce qu'on lui demandait, ce n'était pas les droits de l'homme, mais le droit d'appartenir à l'élite. Nous pouvons désormais participer à la violation des droits des autres.